



## Christina G. Hioureas

**Associée, département contentieux et arbitrage internationaux**  
**Présidente de la division Nations unies**

*New York*

**TÉLÉPHONE : 1.646.927.5507**

**E-MAIL : [chioureas@foleyhoag.com](mailto:chioureas@foleyhoag.com)**

Christina Hioureas travaille au sein du département contentieux et arbitrage internationaux, et dirige le groupe du cabinet dédié aux Nations unies. Elle représente des États, des entités privées et publiques ainsi que des particuliers dans le cadre de différends internationaux et d'affaires de droit international public, et conseille des États pour des dossiers devant les Nations unies et ses différents organes. Elle intervient également en qualité d'arbitre dans le cadre de différends commerciaux internationaux.

Décrite comme une « force dominante dans la communauté de l'arbitrage international », Christina Hioureas a été reconnue pour sa « connaissance particulièrement impressionnante de l'arbitrage dans le secteur de l'énergie et en matière d'investissement » (*Who's Who Legal*, 2021), et comme "avocat clé" dans *Legal 500 USA : Résolution des litiges : Arbitrage international et contentieux international*, respectivement.

Christina Hioureas a également été reconnue pour son travail en qualité d'arbitre et de conseillère auprès de *Chambers & Partners - Global et USA : Arbitrators, Arbitration Counsel and Public International Law*, respectivement (2020-21).

Christina Hioureas dispose d'une expérience dans le traitement des questions concernant les Balkans, l'espace méditerranéen, l'Europe, le Caucase, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine. Plus précisément :

- Elle intervient en qualité de conseil dans le cadre d'arbitrages commerciaux internationaux (CCI, CIRDC, AAA, SIAC, CAIL, CNUDCI et Règlement suisse) et de litiges relatifs aux traités d'investissement (CIRDC, CNUDCI) allant notamment des questions immobilières aux litiges relatifs à la tarification et à la fourniture de l'énergie et à l'énergie solaire en vertu de contrats EPC, de contrats d'achat et de vente, de contrats d'achat d'énergie, d'accords d'exploitation et de contrats de bail à long terme.
- Elle intervient en qualité d'arbitre unique, de co-arbitre et d'arbitre d'urgence dans le cadre de différends commerciaux internationaux, notamment en vertu des Règlements de la CNUDCI, de la CCI, du CIRDC et de l'AAA, qui découlent d'un large éventail de contrats, y compris dans la construction, l'énergie, l'hôtellerie, les franchises et les chaînes d'approvisionnement. Elle est également médiatrice agréée CEDR (Centre pour le règlement efficace des différends).
- Elle intervient en qualité de conseil auprès d'États pour des dossiers présentés devant les Nations unies et dans le cadre de procédures engagées devant les tribunaux régionaux des droits de l'homme et la Cour internationale de Justice.
- Elle intervient en qualité de conseil dans le cadre de réclamations déposées devant les tribunaux américains en vertu de la loi relative aux actions en responsabilité civile instituées par des étrangers (*Alien Tort Statute*), de la loi relative à la protection des victimes de torture (*Torture Victim Protection Act*), de la loi relative à l'immunité souveraine (*Foreign Sovereign Immunities Act*) et de régimes de sanctions.

Christina Hioureas siège à la Commission Arbitrage et ADR de la CCI, a été élue membre du Conseil des relations étrangères et siège au Conseil exécutif de l'American Society of International Law.

## BARREAUX

- État de New York ; État de Californie ; Angleterre et Pays de Galles

## ADMISSIONS JUDICIAIRES

- Cour suprême des États-Unis ; Cour d'appel fédérale du 9<sup>ème</sup> circuit ; Cour d'appel fédérale du 11<sup>ème</sup> circuit ; Tribunal de première instance du District Sud de New York ; Tribunal de première instance du District Nord de la Californie

## DOSSIERS EMBLÉMATIQUES

### *Arbitrages commerciaux (CCI, SIAC, CNUDCI, CIRD, AAA, Règlement suisse)*

- Conseil auprès d'une entité publique asiatique dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI administré par la SIAC sur des accords de forage et d'exploration de réserves de gaz naturel.
- Conseil auprès d'une entité publique asiatique, dans le cadre d'un arbitrage CNUDCI découlant d'un changement des fondamentaux du marché du gaz.
- Conseil auprès d'une société d'énergie latino-américaine dans le cadre d'un litige contractuel de force majeure lié aux conséquences du COVID-19 sur un accord de stockage et de débit de pétrole et sur les accords de réallocation et de rénovation connexes.
- Conseil dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CCI impliquant un projet d'énergie solaire à grande échelle.
- Conseil auprès d'une entité publique dans le cadre d'un arbitrage commercial CIRD relatif à la prétendue force de la chose jugée dans une sentence de la CCI.
- Conseil auprès d'une société d'énergie latino-américaine dans le cadre d'un éventuel arbitrage LCIA impliquant l'évolution des fondamentaux du marché en matière de tarification.

Conseil auprès d'une entité européenne dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CCI concernant l'évolution des fondamentaux du marché à la suite du découplage des prix du pétrole et du gaz et de réclamations concernant des pénuries de gaz.

- Conseil auprès d'une entité européenne dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CCI concernant un contrat de vente et d'achat de gaz et le traité d'interconnexion gazière associé.
- Conseil auprès d'une société du secteur de l'énergie basée aux États-Unis dans le cadre d'un arbitrage mené conformément au Règlement suisse dans le cadre d'un litige concernant des projets de construction de centrales électriques en Russie.
- Conseil auprès de plusieurs sociétés de technologie de la Silicon Valley dans le cadre d'une série d'arbitrages internationaux engagés devant le CIRD et la CCI et étroitement liés découlant d'une rupture de contrat et d'une fraude présumées.
- Conseil auprès d'une entité privée dans le cadre d'une médiation internationale menée devant la Commission de règlement des différends de la CCI concernant un projet en Ouganda.

- Conseil auprès d'une société européenne du secteur de l'énergie concernant des négociations de révisions tarifaires.
- Conseil auprès d'une société européenne du secteur de l'énergie dans le cadre d'une procédure d'annulation engagée devant la Cour d'appel de Svea.

#### ***Nominations arbitrales sélectives (CCI, CNUDCI, ICDR, AAA)***

- Intervention en qualité d'arbitre d'urgence unique et de co-arbitre dans le cadre de d'arbitrages internationaux, notamment en vertu des Règlements de la CNUDCI, de la CCI, du CIRI et de l'AAA. Christina Hioureas fait partie du groupe d'arbitres de l'AAA, du CIRI, du DIS, de l'Institut CPR, du Centre d'arbitrage international d'Asie et de l'USCIB/de la CCI.
- Intervention en qualité d'arbitre unique dans un arbitrage CCI impliquant le secteur pharmaceutique.
- Intervention en qualité d'arbitre d'urgence dans un arbitrage CIRI impliquant une prétendue Pyramide de Ponzi et sa demande connexe d'injonction.
- Intervention en qualité d'arbitre unique dans un litige AAA portant sur des questions de cybersécurité.
- Intervention en qualité d'arbitre unique dans le cadre d'arbitrages engagés devant l'AAA concernant des réclamations pour rupture de contrat dans le secteur de l'hôtellerie.
- Intervention en qualité de co-arbitre dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CCI concernant un contrat d'achat dans le domaine de l'aérospatial.
- Intervention en qualité de co-arbitre dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRI et portant sur des revendications fondées sur une rupture et contrat et une fraude.
- Intervention en qualité d'arbitre unique dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CNUDCI concernant l'annulation d'un contrat de franchise transfrontalier et des droits de propriété intellectuelle associés.

#### ***Arbitrages internationaux en matière d'investissement***

- ***Raiffeisen Bank International AG et Raiffeisen Bank Austria d.d. c. République de Croatie.*** Conseil auprès de la Croatie dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CNUDCI en vertu du traité bilatéral d'investissement entre la Croatie et l'Autriche concernant de prétendus investissements dans les secteurs financier et bancaire croates.
- ***Adria Group B.V. et Adria Group Holding B.V. c. République de Croatie.*** Conseil auprès de la Croatie dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRI en vertu du traité bilatéral d'investissement entre la Croatie et les Pays-Bas concernant de prétendus investissements dans une entreprise de vente au détail en Croatie.
- ***Investisseur indien c. État africain.*** Conseil auprès d'un État africain dans le cadre d'un arbitrage *ad hoc* mené conformément au règlement de la CNUDCI et administré par la CPA, demandé par un investisseur indien, concernant la résiliation commerciale d'un contrat d'aménagement du territoire.

- ***Niko Resources Ltd. c. Bapex et Petrobangla.*** Conseil auprès du Bangladesh et de deux entités publiques concernant les causes et conséquences de deux éruptions de gaz naturel.
- ***Niko Exploration (Block 9) Ltd. c. Bangladesh et Bangladesh Oil and Gas Mineral Corp.*** Conseil d'une société pétrolière et gazière publique du Bangladesh dans le cadre d'une procédure d'arbitrage CIRDI basée sur un contrat.
- ***Wuxi T. Hertz Technologies Co. Ltd. et Jetion Solar Co. Ltd. c. République hellénique.*** Conseil auprès de la Grèce dans le cadre d'un arbitrage engagé devant la CNUDCI en vertu d'un traité bilatéral d'investissement entre la Grèce et la Chine concernant de prétendus investissements dans un projet photovoltaïque dans le nord de la Grèce.
- ***Baymina Enerji Anonim Şirketi c. Boru Hatları ile Petrol Taşıma Anonim Şirketi.*** Conseil auprès d'une société du secteur de l'énergie établie en France dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI contre une entité publique turque relatif à une rupture de contrat concernant le fonctionnement d'une usine et la vente de gaz.
- ***Koch Minerals Sarl et Koch Nitrogen International Sarl c. République bolivarienne du Venezuela.*** Conseil auprès d'une entité privée dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI concernant l'expropriation d'une usine et l'accord d'exploitation connexe.
- ***OI European Group B.V. c. République bolivarienne du Venezuela.*** Conseil dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI en vertu du TBI entre les Pays-Bas et le Venezuela concernant l'expropriation d'une verrerie.
- ***Karmer Marble Tourism Construction Industry and Commerce LLC c. Géorgie.*** Conseil dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI et portant sur des questions d'expropriation liées à la construction d'une route à péage et à une concession de services pour un hôtel-casino.
- ***Entité européenne c. État d'Europe de l'Est.*** Conseil auprès d'une entreprise du secteur de l'énergie dans le cadre d'une demande d'arbitrage d'investissement concernant l'expropriation d'installations de stockage d'énergie.
- ***Société américaine c. État d'Amérique du Nord.*** Conseil en lien avec une demande déposée en vertu de l'ALENA concernant des demandes en matière de procédure équitable relatives à une acquisition et à diverses actions en justice liées.
- ***Société espagnole c. État d'Amérique latine.*** Intervention en qualité de conseil auxiliaire dans le cadre d'un arbitrage engagé devant le CIRDI concernant l'expropriation d'une compagnie aérienne.
- ***Société asiatique c. État du Moyen-Orient.*** Intervention en qualité de conseil auxiliaire dans le cadre d'une demande d'arbitrage déposée devant le CIRDI concernant l'expropriation d'une raffinerie de pétrole.
- ***BG c. Argentine.*** Conseil auprès de l'USCIB dans le cadre de la préparation du mémoire d'*amicus curiae* concernant les conditions préalables à l'arbitrage international en matière d'investissement.

### ***Procédures devant la Cour internationale de Justice***

- ***Conséquences juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965 (demande d'avis consultatif)*** : conseil auprès de Maurice dans le cadre d'une procédure ayant donné lieu à une demande d'avis consultatif devant la Cour internationale de Justice sur la question de savoir si la décolonisation de Maurice a été valablement menée à bien compte tenu de la séparation et du maintien de l'archipel des Chagos sous l'administration du Royaume-Uni.
- ***Guyane c. Venezuela*** (affaire concernant la sentence arbitrale du 3 octobre 1899). Conseil auprès de la Guyane dans le cadre d'une affaire visant à confirmer la frontière internationale entre les deux États telle qu'établie par une sentence arbitrale dont le Venezuela a contesté la validité.

### ***Affaires relatives au droit international des droits de l'homme devant les tribunaux américains et les tribunaux régionaux***

- ***Ahmed c. Magan (SD Ohio)***. Conseil auprès du conseiller juridique du Président de la République de Somalie dans le cadre d'une plainte pour détention et torture déposée en vertu de la loi relative aux actions en responsabilité civile instituées par des étrangers (*Alien Tort Statute*) et de la loi américaine sur la protection des victimes de torture (*Torture Victims Protection Act*) contre un ancien membre de la dictature de Siad Barré.
- ***Jara c. Barrientos (MD Fla)***. Conseil auprès de la famille de feu Victor Jara, musicien folk, dans le cadre d'une plainte en vertu de la loi relative aux actions en responsabilité civile instituées par des étrangers (*Alien Tort Statute*) et de la loi américaine sur la protection des victimes de torture (*Torture Victims Protection Act*) concernant l'existence de crimes contre l'humanité, d'exécutions extrajudiciaires, de tortures, de traitements cruels et de détentions arbitraires, contre un ancien membre de la dictature de Pinochet.
- ***In re Hammond (Ca)***. Défense d'une demande d'*habeas corpus* et de la remise en liberté sous protection d'une victime de violences conjugales et de leurs conséquences, condamnée à tort pour homicide volontaire.
- ***Pilav c. Bosnie-Herzégovine (Cour européenne des droits de l'homme)***. Conseil auprès d'une partie intervenante dans le cadre d'une demande dont était saisie la Cour européenne des droits de l'homme, en vertu de l'Accord de Dayton, concernant l'équilibre de la structure constitutionnelle en lien avec le droit d'être candidat à une fonction électorale et le droit de vote.
- ***Procureur c. Im Chaem (Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens)***. Conseil auprès d'une partie intervenante dans le cadre d'une affaire concernant des crimes contre l'humanité, des cas de torture, des traitements cruels et des exécutions extrajudiciaires.
- ***California Association of Mental Health Patients' Rights Advocates c. Californie (Ca)***. Conseil auprès d'un groupe de défense des droits dans le cadre d'une action pour discrimination fondée sur le handicap visant l'État de Californie.
- ***Entité des Balkans c. État des Balkans (Cour européenne des droits de l'homme)***. Conseil auprès d'un consortium de sociétés dans le cadre d'une demande déposée devant la Cour européenne des droits de l'homme concernant un appel d'offres illégal pour un contrat de travaux publics et le droit à un procès équitable.

- ***Alikhani c. États-Unis (Commission interaméricaine des droits de l'homme).*** Conseil concernant une demande dont était saisie la CIDH relative à l'appréciation de la légalité du recours aux appâts.
- ***Newman c. Mission permanente de la République de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations unies (SDNY).*** Représentation de la République de Bulgarie dans le cadre d'une action en responsabilité civile délictuelle engagée devant le District Sud de New York en vertu de la loi américaine relative à l'immunité souveraine (*Foreign Sovereignty Immunities Act*).

#### **Autres représentations et services de conseil auprès d'États souverains**

- Archidiocèse grec orthodoxe d'Amérique : conseil auprès de l'Archidiocèse auprès des Nations unies sur des questions consultatives liées à la protection des biens culturels, à la liberté d'expression et à la protection des minorités religieuses.
- **État africain** : conseil auprès d'un État sur la préparation d'une résolution de l'Assemblée générale et du memorandum à l'appui visant à demander un avis consultatif devant la Cour internationale de Justice.
- **État du Moyen-Orient** : conseil auprès d'un État sur des questions consultatives liées aux droits de l'homme devant les Nations unies.
- **État d'Asie** : conseil auprès d'un État asiatique sur diverses questions relatives aux droits de l'homme devant le Conseil de sécurité des Nations unies.
- **Divers États européens** : conseil auprès de divers États européens sur la résolution de l'Assemblée générale relative à l'avis consultatif de la CIJ.
- **Divers États** : conseil auprès de divers États dans le cadre d'affaires portées devant les GT II/III de la CNUDCI.
- **République fédérale de Somalie** : conseil auprès de la Somalie concernant des questions de droit international et le projet de constitution provisoire.
- **État du Moyen-Orient** : conseil auprès d'un État du Moyen-Orient concernant l'immunité souveraine et le droit international des droits de l'homme dans le cadre d'une formation au renforcement des capacités.
- **État d'Asie** : conseil auprès d'un État asiatique sur des demandes concernant des redevances d'exploitation d'hydrocarbures émanant d'une autorité provinciale, ainsi que sur des questions relatives au droit de la mer.
- **État européen** : conseil auprès d'un État concernant des demandes potentielles liées à une succession étatique et à une expropriation illégale.

#### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

- Enseignante (*Teaching Staff*), Université du Pirée, département d'études européennes et internationales, programme de stratégie, droit et économie de l'énergie (2018-2020).
- Professeure de droit auxiliaire (*Adjunct Associate Professor of Law*), Fordham University (2013-2016).
- Maître-assistante (*Graduate Student Instructor*), UC Berkeley, départements Études de paix et des conflits, et Sciences politiques (2004-2007).

## DISTINCTIONS ET APPARTENANCES

### *Distinctions*

- *Legal 500 USA - Résolution de litiges : Arbitrage international et contentieux international (2021)*
- ***Who's Who Legal in International Arbitration – Future Leaders (2018-2021)*** (une « force dominante dans la communauté de l'arbitrage international », reconnue pour sa « connaissance particulièrement impressionnante de l'arbitrage dans le secteur de l'énergie et en matière d'investissement »).
- ***Chambers & Partners – Global: Public International Law (2020-21)*** : (« elle est capable de penser comme une avocate, une représentante de l'État et une femme d'affaires à la fois, ce qui est unique et rafraîchissant »).
- ***Chambers & Partners – USA: Arbitrators*** (“Up and Coming”) (2020-21). (« Elle possède une profonde expertise en droit international public, mais semble tout aussi à l'aise dans les litiges purement commerciaux. Son expérience internationale et son souci du détail sont de véritables atouts pour le tribunal »).
- *Legal 500 et Legal 500 Latin America (2015)*.
- Prix « *Partners in Justice Award* » du *Center for Justice & Accountability* en 2015 pour son travail dans le cadre de l'affaire *Jara c. Barrientos*, qui a contribué à mettre en lumière les atrocités commises au Chili sous le régime de Pinochet ; et en 2013 pour son travail dans le cadre de l'affaire *Ahmed c. Magan*, qui a tenu le tristement célèbre National Security Service somalien responsable de violations des droits de l'homme.
- Prix « 40 Under 40 » de la *Greek America Foundation (2015)*.

### *Organisations*

- Groupe d'arbitres : AAA, CIRD, DIS, Centre d'arbitrage international d'Asie, USCIB/CCI et groupe des médiateurs et arbitres mérites (*Distinguished Neutrals*) de l'Institut CPR (groupe d'experts sur l'énergie, le pétrole et le gaz ; sur les services bancaires et financiers ; sur les franchises ; et sur le commerce général)
- Centre d'arbitrage international de New York, membre
- Commission Arbitrage et ADR de la CCI, membre américaine
- Council on Foreign Relations, membre élue
- Atlantic Council, membre élue
- American Society of International Law (ASIL) (Société américaine de droit international), membre du conseil d'administration
- American Bar Association (Association américaine du barreau) et International Bar Association (Association internationale du barreau)

## PUBLICATIONS

- « *Legal and Political Considerations with respect to the Disappearance of States* », (avec Alejandra Torres Camprubi), dans *New Knowledge and Changing Circumstances in the Law of the Sea* (Brill, 2020)

- « *Law and Practice* », *Chambers Global Practice Guide – International Arbitration*, Deuxième édition, septembre 2019 (avec D. Schimmel).
- « *The Singapore Convention on International Settlement Agreements Resulting from Mediation: A New Way Forward?* » *Berkeley J. Int'l L* (2019).
- « *Chambers Global Practice Guide: International Commercial Arbitration* », rédaction d'un chapitre sur l'arbitrage en vertu du droit américain (2019) (avec D. Schimmel).
- « *A New Legal Framework for the Enforcement of Settlement Agreements Reached Through International Mediation: UNCITRAL Concludes Negotiations on Convention and Draft Model Law* », *EJIL: Talk* (2018) (avec S. Tewarie).
- « *Framework Agreement between the Government of the Republic of Cyprus and the Government of the Arab Republic of Egypt Concerning the Development of Cross-Median Line Hydrocarbons Resources* », *International Maritime Boundaries*, 1-15 (2017) (avec B Guthrie).
- « *Sovereignty Disputes and Offshore Development of Oil and Gas* », *Journal of Energy and Natural Resources Law* (2017) (avec B. Guthrie).
- « *NATURAL RESOURCES AND THE LAW OF THE SEA* », (co-rédactrice avec L. Martin et C. Salonidis, Juris Publishing, 2017).
- « *International Commercial Arbitration : Greece* », *Global Arbitration Review* (2016 et 2018).
- « *International Commercial Arbitration : Cyprus* », *Global Arbitration Review* (2016).
- « *Potential Legal Implications Arising from Brexit* », *Foley Hoag* (2016).
- « *Kiobel v. Royal Dutch Petroleum: Is Corporate Liability Under the Alien Tort Statute On its Way Out?* », *Berkeley J. Int'l L. Publicist*, vol. 9, 2011.
- « *Transatlantic Environmental Regulation-Making* », dans *Handling Environmental Global Challenges: California, the United States and the European Union*, *Leuven Centre for Global Governance Studies (2010)*, republié dans *Transatlantic Regulatory Cooperation: The Shifting Roles of the EU, the US and California*, Edward Elgar Publications, 2011 (avec B. Cain).
- « *Glamis Gold, Ltd v. United States: A Case Study on Disclosure Procedure in International Arbitration* », *2 World Arb & Mediation Rev* 3, 2008 (avec V. Camerer).
- « *US Discovery in Aid of International Legal Proceedings: Developments Since the Intel Decision Under Section 1782* », *4 Deutsch-Amerikanische Juristen-Vereinigung* 177, 2006 (avec P. Thompson).
- « *Behind the Scenes of Protocol No. 14: Politics in Reforming the European Court of Human Rights* », *24 Berkeley J. Int'l L* 718, 2006.

## CONFÉRENCES ET INTERVENTIONS

- "Strengthening Atrocity Crime Cases with Digital Evidence: New International Standards on Digital Open Source Investigations," (virtuel, 2021).

- “Sierra Leone’s Landmark Accession to the New York Convention: Significance, Opportunities, Challenges and the Next Steps,” (virtuel, 2021).
- “Recent Developments in the Protection of Cultural Heritage,” (virtuel, 2021).
- “Mediation the World Over,” Third Annual Schiefelbein Global Dispute Resolution Conference (virtuel, 2021).
- « *State Control of Internet Access during Atrocity Situations* », dix-neuvième session de l’Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (virtuel, 2020).
- « *Push for Parity: Practical Tools for Emerging Arbitrators* », Engagement de l’ERA (*Equal Representation in Arbitration*) (2020).
- « *The Evolution of the Alien Tort Statute and the Implications for International Human Rights Law* », Berkeley Law (virtuel, 2020).
- « *Structural Racism, Police Violence and the Right to Protest* », événement organisé par les Nations unies (2020).
- « *ASIL Midyear Meeting: Practitioner’s Forum* », co-présidente (virtuel, 2020).
- « *Climate, State and Sovereignty: Self-Determination and Sea-Level Rise* », Institut du Liechtenstein sur l’auto-détermination à l’Université de Princeton (2020).
- « *Ensuring Efficiency in Complex Technology Arbitrations* », Silicon Valley Arbitration and Mediation Center (virtuel, 2020).
- « *Representing States and State-owned Entities* », 35<sup>ème</sup> colloque annuel conjoint des arbitres, Université Queen Mary de Londres et Institut du droit des affaires internationales de la CCI (Londres, 2020).
- « *The Potential Impact of Expert Witnesses on Arbitrator Impartiality and Independence* », 13<sup>ème</sup> série annuelle de conférences et de débats sur les pratiques du CIRI (New York, 2020).
- « *Welcome to the Hotel California (Consumer Privacy Act): You can check out any time you’d like, but you may still be liable* », Podcast : volume un (2019).
- « *Gentle Force of Compromise: Mediation* », Asia ADR Week (Kuala Lumpur, Malaisie, 2019).
- « *Efficiencies and Alliances in Public-Private Partnerships: Regulatory and Institutional Factors for Dispute Resolution Hubs* », Cérémonie de signature de la Convention de Singapour et Conférence (Singapour, 2019).
- « *Tribunal Dynamics: Selection of Arbitral Tribunal from the Counsel and Arbitrator Perspective* », American Arbitration Association (New York, 2019).
- « *Parallel Proceedings in Arbitration* », New York Bar Association (2019).
- « *The Singapore Convention on Mediation: Expert Perspectives on its Significance for the Future of Dispute Resolution* », événement parallèle organisé par le GT III de la CNUDCI (New York, 2019).
- « *Technology and Arbitral Players* », Conférence ICCA et CCI (Mexico, 2019).
- « *The Singapore Convention on the Enforcement of Agreements Achieved Through International Mediation: A New Way Forward?* » « The Elegance of International

Law: A Conference in Commemoration of Professor David D. Caron » (Berkeley, 2018).

- « *Practicing at the Intersection of Public and Private International Law* », USC Gould School of Law (Los Angeles, 2018).
- « *Introduction to International Dispute Resolution* », Yeosu Academy of International Law (Yeosu, Corée du Sud, 2017).
- « *International Water Conflict and Cooperation: Grappling with the Allocation of Freshwater Between States in the Face of Climate Change* », 95<sup>ème</sup> Assemblée annuelle de la division américaine de l'Association de droit international (New York, 2017).
- « *The Potential Effects of Rising Sea Levels* », 18<sup>ème</sup> Assemblée du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, les conséquences du changement climatique sur les océans, siège des Nations unies (New York, 2017).
- « *Climate Change Arbitration: The Key to 'Climate Justice for All' After the Paris Agreement* », section droit international de l'ABA (Washington D.C., 2017).
- « *New Frontiers in the Law of the Sea* », *Universidad del Pacífico* (Chili, 2017).
- « *Defense of Land and Water as a Strategy to Eradicate Poverty* », Commission des Nations unies pour le développement social, siège des Nations unies (New York, 2017).
- « *Recent Developments in Investment Treaties and Dispute Settlement Systems: Efforts by U.N. Member States for a More Balanced Way Forward* », New York Bar Association, Comité sur les Nations unies (New York, 2017).
- « *Transboundary Groundwater and International Law: Water, Peace, and Security* », protection et gestion des eaux souterraines transfrontalières : aspects juridiques et droit humain à l'eau, siège des Nations unies (New York, 2016).
- « *Recent Developments in Investment Arbitration* », New York Bar Association, JAMS Mediation, Arbitration, ADR Services (New York, 2016).
- « *Silk Road Energy Projects - Oil & Gas, Nuclear, Renewables* », Sommet de la Route de la soie – 1<sup>ère</sup> Conférence annuelle sur l'exploration des possibilités commerciales et d'investissement qu'offre la nouvelle Route de la soie (Washington D.C., 2016).
- « *Beauty and the Beast: From Populism to Orthodoxy, Foreign Investment in Latin America* », 7<sup>ème</sup> Conférence annuelle des avocats sur les fonds de placement privé (New York, 2016).
- « *Legal Issues Related to Energy Transportation* », 3<sup>ème</sup> Séminaire international annuel sur l'énergie et le transport maritime, Institut de l'énergie de l'Europe du Sud-Est (Athènes, Grèce, 2016).
- « *Emerging Frontiers in the South China Sea* », présidente du panel, Assemblée annuelle de l'*American Society of International Law* (Washington, D.C., 2016).
- « *Transparency in International Investment Arbitration* », Forum de la CCI intitulé « *In Defense of International Commercial Arbitration: Lessons to Be Learned from Investor-State Arbitration* » (New York, 2015).

- « *Post-Conflict Security in Somalia: A Case Study in U.S. Federal Court* », NYU Center for Global Justice and Human Rights (New York, 2015).
- « *Year in Review: Key Decisions in Investor-State Arbitration* » (New York, 2015).
- « *Multilateral Home State Efforts to Regulate Foreign Investment* », Columbia Law School (New York, 2014).
- « *Eastern Mediterranean LNG to the EU from Israel and Cyprus: Prospects and Challenges* », 5<sup>ème</sup> Conférence annuelle méditerranéenne sur le pétrole et le gaz (Chypre, 2014).
- « *Transforming the Investment Treaty System through Joint Termination and Amendment* », Vale Columbia Center on Sustainable International Investment, Columbia Law School (New York, 2013).
- « *Disputes and the Regime of Islands and Rocks Under the UNCLOS* », présidente de panel, Week-end du droit international, division américaine de l'Association de droit international (New York, 2013).
- « *Between Diplomacy and Adjudication: 'Energy Diplomacy' as a Peace Building Tool* », Conférence de l'Association de droit international : *Imperium Juris: Governance, Trade, and Resources* (Athènes, Grèce, 2013).
- « *Risk Reduction in Oil & Gas Exploration: Strategies for States and Investors* », 4<sup>ème</sup> Conférence annuelle méditerranéenne sur le pétrole et le gaz (Athènes, Grèce, juin 2013).
- « *The Extra-Territorial Application of Human Rights Jurisprudence* », Université du Monténégro (Podgorica, Monténégro, 2012).
- « *Individual Accountability for Human Rights Violations Before U.S. Courts* », Center for Cultural Diplomacy (Londres, 2012).
- « *Transatlantic Environmental Strategies* », Centre for European Policy Studies, Commission européenne, Direction générale des relations extérieures avec les États-Unis et le Canada (Bruxelles, 2009).
- « *International Environmental Policy: Climate Change, Water Policy, Chemicals Regulation, and Biosafety* », University of California, Washington Center, Institute of Governmental Studies (Washington, D.C., 2009).